



**–MARCHE PUBLIC de TRAVAUX –  
Procédure Adaptée  
en vertu des articles R.2123-1 – L.2123-1 et L1111-4  
du Code de la Commande Publique**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

*Objet du marché*

**AMENAGEMENT AIRE DE BEACH SPORT**

**CREPS ANTILLES GUYANE  
BP220 Route des Abymes  
97182 Abymes CEDEX  
[contact@creps-pap.sports.gouv.fr](mailto:contact@creps-pap.sports.gouv.fr)  
TEL: 0590 82 18 23**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU CONTRAT .....	3
1-1. Objet du contrat .....	3
1-2. Décomposition du contrat .....	3
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	3
ARTICLE 3. INTERVENANTS .....	3
3-1. Conduite d'opération .....	3
3-2. Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	4
3-3. Contrôle technique .....	4
3-4. Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	4
3-5. Modalités de collaboration du maître d'oeuvre avec les autres intervenants.....	4
ARTICLE 4. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE .....	4
ARTICLE 5. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	5
5-1. Délai global d'exécution des prestations .....	5
5-2. Délai d'exécution .....	5
ARTICLE 6. PRIX.....	5
6-1. Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
6-2. Modalités de variation des prix .....	5
ARTICLE 7. GARANTIES FINANCIERES .....	5
ARTICLE 8. AVANCE .....	5
8-1. Conditions de versement et de remboursement.....	6
8-2. Garanties financières de l'avance .....	6
ARTICLE 9. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	6
9-1. Décomptes et acomptes mensuels .....	6
9-2. Présentation des demandes de paiement .....	7
9-3. Délai global de paiement.....	8
9-4. Paiement des cotraitants .....	8
9-5. Paiement des sous-traitants .....	8
ARTICLE 10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
10-1. Caractéristiques des matériaux et produits .....	8
10-2. Implantation des ouvrages .....	9
10-3. Préparation et coordination des travaux .....	9
10-4. Etudes d'exécution .....	11
10-5. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	11
ARTICLE 11. DEVELOPPEMENT DURABLE.....	11
ARTICLE 12. RECEPTION.....	12
12-1. Dispositions applicables à la réception des travaux .....	12
ARTICLE 13. GARANTIE DES PRESTATIONS .....	12
ARTICLE 14. PENALITES .....	13
14-1. Pénalités de retard.....	13
ARTICLE 15. ASSURANCES.....	13
ARTICLE 16. RESILIATION DU CONTRAT .....	13
16-1. Conditions de résiliation.....	13
16-2. Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
ARTICLE 17. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....	14
ARTICLE 18. DEROGATIONS ET DOCUMENTS UTILES.....	14

## **ARTICLE 1. OBJET DU CONTRAT**

### **1-1. Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Fourniture livraison et travaux de construction d'une aire de Beach Sports

Cette aire sportive polyvalente permettra le développement des pratiques fédérales du Beach Volley et du Beach Tennis, notamment, ainsi que l'accueil d'équipes internationales et nationales dans ces deux disciplines.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution :  
CREPS ANTILLES GUYANE  
BP220 Route des Abymes  
97182 Abymes CEDEX

### **1-2. Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché comporte lot unique décomposé en 8 postes techniques:

- poste technique n°01 travaux préparatoires
- poste technique n°02 terrassement
- poste technique n°03 aménagements divers
- poste technique n° 04 Terrain Beach Sport
- poste technique n° 05 travaux de filets
- poste technique n° 06 eaux pluviales
- poste technique n° 07 éclairage
- poste technique n° 08 local et carbets

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par poste technique et éléments de missions

## **ARTICLE 3. INTERVENANTS**

### **3-1. Conduite d'opération**

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### **3-2. Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### **3-3. Contrôle technique**

Le contrôleur technique désigné est BUREAU VERITAS.

### **3-4. Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé désigné est GUADSPS.

### **3-5. Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants**

Le maître d'œuvre retenu par le pouvoir adjudicateur au terme de sa consultation est : T-ING.  
Il est chargé d'une mission comprenant :

- Rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception (AOR).

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

## **ARTICLE 4. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue dans le CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **ARTICLE 5. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

### **5-1. Délai global d'exécution des prestations**

La date prévisionnelle de début des prestations est le 04/08/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 24/10/2025.

### **5-2. Délai d'exécution**

Le délai d'exécution est fixé à 12 semaines.

L'exécution des travaux débute à compter de la date indiquée dans le bon de commande.

## **ARTICLE 6. PRIX**

### **6-1. Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### **6-2. Modalités de variation des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-3) / ING (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.

- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

## **ARTICLE 7. GARANTIES FINANCIERES**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **ARTICLE 8. AVANCE**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

### **8-1. Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **8-2. Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **ARTICLE 9. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **9-1. Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la

variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

## **9-2. Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale.

Les modalités d'envoi des demandes de paiement sont les suivantes :

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, les factures **doivent** être émises par un envoi électronique uniquement sur le portail mutualisé de l'Etat **Chorus Pro** <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations particulières nécessaires à la transmission des factures via Chorus Pro sont :

- Partenaire : CREPS DE POINTE-A-PITRE
- N° SIRET : 199 710 476 00011
- Numéro d'établissement : 9710047Z

- N° Tiers Chorus : 1000039393

### **9-3. Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9-4. Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-Travaux

### **9-5. Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **ARTICLE 10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Adresse d'exécution :

CREPS ANTILLES GUYANE  
BP220 Route des Abymes  
97182 Abymes CEDEX

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **10-1. Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

*Fiches techniques de qualité et d'approvisionnement du sable  
Echantillon de sable*

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.



Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits. En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 5 jours qui suivent la notification du marché.

## **10-2. Implantation des ouvrages**

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché.

### **10-2.1. Piquetage général**

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

## **10-3. Préparation et coordination des travaux**

### **10-3.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il n'est pas fixé de période de préparation dans l'acte d'engagement. Le titulaire est tenu de soumettre au visa du maître d'œuvre le programme d'exécution.

### **10-3.2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

#### **Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

#### **Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

### Moyens donnés au coordonnateur SPS

#### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

#### **2. Obligations du titulaire**

- Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :
  - Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
  - Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
  - La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
  - Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
  - Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ;
  - Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
  - La copie des déclarations d'accidents de travail.
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2-A du présent CCAP.
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS :
  - De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
  - De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

### Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

#### **10-3.3. Plan d'assurance qualité**

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité. Ce plan, comportera les dispositions suivantes :

- Détails sur la hauteur de l'équipement garantissant la non-dispersion du sable hors de l'aire de jeu,
- Fiche technique de la qualité du sable conforme à la réglementation environnementale en vigueur et notamment l'autorisation de son utilisation.

#### **10-3.4. Registre de chantier**

Le titulaire devra s'assurer de la tenue du registre de chantier.

#### **10-4. Etudes d'exécution**

Les études et le calendrier d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

#### **10-5. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

##### **10-5.1. Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Les déchets, notamment emballages, devront être enlevés et traités conformément à la réglementation en vigueur.

##### **10-5.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

##### **10-5.3. Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Le titulaire doit également remettre 3exemplaire(s) de la version papier ou physique numérique des documents dont un reproductible et un exemplaire au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) et 1 exemplaire en format numérique au plus tard le jour des opérations préalables à la réception :

- Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;
- Les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 500,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **ARTICLE 11.DEVELOPPEMENT DURABLE**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- L'aire de Beach Sports doit respecter les prescriptions environnementales en vigueur et notamment, par le géotextile posé, garantir que le sable d'aire de Beach Sports ne puisse se mélanger au sol.

- La remontée du filet des terrains ou du système choisi doit être suffisamment haute pour garantir la non-dispersion du sable, y compris en cas de grand vent afin d'éviter la pollution du sol.
- L'ensemble de la structure doit être sans impact environnemental.
- L'apport des matériaux devra se faire dans le respect des règles d'accès du CREPS ANTILLES GUYANE et sans impact environnemental.

## **ARTICLE 12. RECEPTION**

### **12-1. Dispositions applicables à la réception des travaux**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

*Réception des travaux après validation des garanties environnementales du CCP et du bon fonctionnement de la structure en conformité avec les préconisations techniques du CCP.*

## **ARTICLE 13. GARANTIE DES PRESTATIONS**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

### Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Se référer au paragraphe spécifique du CCTP, tous les éléments présents en acier galvanisé auront une peinture anticorrosion. Une garantie de peinture anticorrosion de 12 ans sera demandée à l'Entrepreneur.

### Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

L'entreprise devra donner sur la tenue de ces travaux de peinture une garantie quinquennale.

### Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

Tous les éléments présents en bois devront respecter la classification utilisée pour un site en milieu tropical. Une garantie sera demandée à l'Entrepreneur.

### Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou des éléments d'installations suivants :

- Équipement électrique pendant un délai de 2 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les réparations nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai de 48 heures à compter de sa saisine, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

En cas d'urgence, le titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 24 heures.  
Le titulaire est déchargé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

## **ARTICLE 14. PENALITES**

### **14-1. Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 150,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **ARTICLE 15. ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## **ARTICLE 16. RESILIATION DU CONTRAT**

### **16-1. Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **16-2. Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 17. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Guadeloupe est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 18. DEROGATIONS ET DOCUMENTS UTILES**

### **a) CCAG**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants ci-après :

CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	12.1 du CCAG
CCAP 14	déroge à l'article	19.2 du CCAG
CCAP 14	déroge à l'article	19.2.1 du CCAG

## **DOCUMENTS TECHNIQUES ANNEXES ET UTILES :**

- Le cahier des charges de la Fédération Française de Volley-Ball (FFVB), pour le Beach Volley,
- 2023 VW Beach Pro Tour Challenge Rider
- Le cahier des charges de la Fédération Française de Tennis (FFT), pour le Beach Tennis,
- CCTG et CPC travaux publics
- Normes françaises homologuées
- Autres normes

**Fait à ..... le .....**

Signature de l'entrepreneur

« *Lu et approuvé* »